

Morale de la crise, crise de la morale

Si quelque chose fait l'unanimité des experts, dans tout ce que l'on peut lire ou entendre sur la crise actuelle, c'est la sous-estimation systématique du point de vue moral, écarté a priori comme naïveté ou enfantillage, ou considéré comme inopérant face à un problème présenté sous un jour purement technique. Tout le monde en effet s'entend pour accuser globalement le « système » et proposer des diagnostics visant à corriger ses erreurs, ses dérives ou ses illusions, mais la responsabilité des individus qui l'incarnent n'est mise en cause qu'incidemment, à titre accessoire, et avec un détachement bien éloigné de la grogne populaire qui, elle, cherche plutôt des coupables et pencherait facilement pour la guillotine.

Cette éclipse discrète du point de vue moral s'explique en France par au moins trois raisons. La première tient au climat général d'hyper individualisme engendré par le discours hédoniste publicitaire, en regard duquel tout propos moralisateur paraît une survivance attardée d'un monde qui n'a plus cours. Les générations de l'après Shoah et d'après la guerre d'Algérie sont passées sans transition de l'horreur traumatisante aux vertiges de la consommation. Elles se sont formées autour d'un réflexe général de « plus jamais ça » qui, associant la morale à la vieille société et aux vieilles religions, l'a fait passer au même titre qu'elles pour une régression menaçante. Et il est vrai que les diverses formes d'intégrisme apparues depuis n'étaient pas faites pour les détromper. Peu à peu, l'oubli de la morale étant devenu définitif, on s'est débarrassé au passage de toute notion d'engagement, et dans la société hyper moderne qui fascine tant les enfants du portable et de l'Internet, faire la morale paraît « ringard » et n'évoque plus que le retour de la censure, une entrave à la liberté incompatible avec le « tout se vend, tout se vaut, tout est permis » qui semble, comme un progrès irréversible, présider au monde d'aujourd'hui.

La deuxième raison tient à l'empreinte laissée chez un grand nombre d'intellectuels par des décennies de pensée marxiste où, dans une optique de lutte des classes, la morale, surtout chrétienne, a été longtemps assimilée à l'hypocrisie bourgeoise, autrement dit au mode de pensée de la classe dominante, l'ennemi à abattre, tandis que le souci de l'efficacité politique, joint à l'esprit de revendication, effaçait tout scrupule à l'égard de l'adversaire, légitimant des comportements par définition étrangers à la considération du bien général et au respect d'autrui. De cette vieille empreinte, aujourd'hui presque sans contenu, et qui, teintée d'un reste d'anticléricalisme, alimente parfois une forme intégriste de laïcité, subsistent aujourd'hui des traces non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans celui des arts et des lettres, où s'exercent encore de vieux réflexes issus de la contre-culture des années 1970. Aux yeux des défenseurs des pratiques d'avant-garde, la vieille morale est depuis longtemps un poncif du sarcasme et du ridicule, et l'on sait que chez les Français, spécialement à Paris, la culture de l'esprit fort, mélange de cynisme et d'ironie, est une spécialité rhétorique.

La troisième raison faisant obstacle à une lecture morale de la crise est sans doute la plus insidieuse, parce qu'elle illustre un mal inhérent à l'époque contemporaine. C'est le triomphe général de l'abstraction pseudo scientifique qui, avec son avalanche de chiffres, de statistiques et de formules mathématiques inaccessibles au profane, tend à faire passer l'économie pour une science exacte, et sa pratique pour une activité relevant non de vertus ou de vices particuliers mais d'un degré de compétence purement technique.

Ce qui revient à escamoter le problème de la responsabilité individuelle – les banquiers, traders, assureurs et spéculateurs ont-ils oui ou non profité des failles du système pour, entre autres, appauvrir la planète, mentir aux particuliers ou escroquer les gens ? – derrière l’illusion d’une objectivité des choses et de prétendues lois auxquelles tous seraient forcés de se conformer. C’est ce tour de passe-passe diluant l’immoralité ou la folie des comportements dans l’anonymat de mécanismes structurels abstraits qui est, si l’on peut dire, la titrisation la plus pernicieuse, puisqu’il a suffi aux prêteurs d’abuser d’une complexité artificielle pour noyer le poisson et empêcher les clients des banques de démasquer les dangers d’un mode de fonctionnement délirant.

Au bout du compte, combinées à des degrés divers, ces trois raisons – le climat de « divertissement » ambiant, l’empreinte idéologique sectaire et l’illusion de neutralité scientifique –, ont obscurci les notions de bien et de mal dans la conscience contemporaine, et ce n’est pas un hasard si, pour marquer la rupture, la société actuelle s’est entichée d’un mot que la langue de bois journalistique ou administrative met à toutes les sauces : l’« éthique », concept pédant et abstrait réservé aux comités d’experts dont il flatte la bonne conscience momentanée, faisant oublier que la morale relève, par définition, non d’une prise de position collective, mais d’un engagement individuel et qu’elle pose le problème de la responsabilité de chacun en particulier. Mais il est vrai que, depuis longtemps, au sein de nos sociétés, la loi a remplacé les dix commandements et que l’inflation du judiciaire y est inversement proportionnelle au degré de moralité des gens.

La morale, pour autant, est-elle définitivement obsolète, et faut-il remiser au grenier de l’histoire toutes ces vertus d’autrefois que sont l’honnêteté, la droiture, le respect de la parole donnée, le courage et la conscience professionnelle, ou encore le dévouement, l’altruisme, l’humilité, le désintéressement ? Il est difficile de le penser, à moins d’accepter la faillite définitive de ce qui a fait jusqu’ici la grandeur de l’espèce humaine : son combat inventif contre toutes les forces d’entropie et de destruction. On parle aujourd’hui de « moraliser le capitalisme » et de lui imposer de nouvelles règles. C’est ne pas voir que ce sont les individus qu’il faut moraliser, non les systèmes, ce qui relève avant tout de l’éducation. Le plan de la morale n’est celui ni de l’économie ni de la politique et, depuis Kant et Diderot, on sait qu’il n’est pas besoin de croire en Dieu ni de suivre une religion pour adopter une conduite irréprochable. Jamais on ne pourra « changer le monde » parce qu’on se heurtera toujours au problème de la maîtrise des passions humaines. En revanche il est possible de se changer soi-même et, dans une certaine mesure, quelques individus autour de soi. Bâtir la société idéale, bien sûr, il n’en est plus question : tout juste peut-on espérer limiter les dégâts qui menacent l’équilibre de la planète et empêcher le négatif de l’emporter définitivement.

A période d’exception conviennent des remèdes hors du commun. Pour surmonter l’extrême division de la société actuelle, il faut défendre clairement un nouvel humanisme, s’appuyant sur les valeurs morales universelles communes à toutes les grandes traditions philosophiques et religieuses, un humanisme de résistance, trans-confessionnel, méta-politique, post-national, capable de dépasser les clivages traditionnels et de s’imposer comme l’idéal commun à toutes les personnes « de bonne volonté », quelle que soit leur culture d’origine. Ce qui fait le plus défaut aux générations montantes, ce sont des modèles de comportement exemplaires, permettant de ne pas désespérer tout à fait de la nature humaine. A défaut de saints, il faut au moins des sages. Avec ou sans Dieu, comme l’avait bien pressenti non Jean-Paul Sartre mais Albert Camus.